



**L'AVS et  
des emplois,  
pas des chars!**

**Ne cède pas, défends-toi!**  
**Vote**

**PSO**  
PARTI SOCIALISTE OUVRIER



# La lutte contre le militarisme est internationale

Comme dans les années trente, le capitalisme est entré dans une crise profonde. Comme jadis, il cherche à s'en sortir par l'armement massif, l'oppression et la guerre.

**Chaque minute, plus de trente enfants du Tiers-Monde meurent de faim. Mais les gouvernements de ce monde versent, chaque minute, trois millions à leurs armées, refusant les quelques centimes qui sauveraient ces enfants.**

Cette folie inhumaine est dans la logique du régime capitaliste : il n'investit que là où il escompte un profit. Bien entendu, ces armes sont tournées contre ceux qui combattent la famine et l'exploitation : en Amérique centrale, en Afrique du Sud, au Liban, en Turquie...

Militarisme et oppression sont aussi le lot des pays dits "socialistes". L'état de guerre en Pologne, l'intervention en Afghanistan l'ont rappelé. **Solidarnosc et ses dix millions de travailleurs ont montré la seule voie pour la paix : un socialisme démocratique et autogéré, sans privilèges ni oppression d'une caste bureaucratique.** Voilà pourquoi nous soutenons Solidarnosc, comme aussi les mouvements pacifistes indépendants à l'Est.

Dans ces pays, l'armement ne produit toutefois ni profits privés, ni relance économique conjoncturelle.

Il étouffe le budget public et pèse d'autant sur le niveau de vie des travailleurs. Dans les pays capitalistes par contre, les profits de l'armement aiguillonnent sans cesse le surarmement. Ce n'est ainsi pas l'URSS mais les USA et ses alliés qui provoquent la course aux armements :

*"Les épisodes successifs de la course aux armements des grandes puissances ont toujours commencé, depuis 1950, par une prétendue menace de la suprématie américaine, plus supposée que réelle, à laquelle on a réagi par un nouveau palier d'innovations technologiques d'armes raffinées. L'URSS a ainsi été obligée de suivre cette évolution, plutôt mal que bien d'ailleurs et avec des retards de plusieurs années"* Neue Zürcher Zeitung, journal de la finance suisse, 27.10.82 (nous soulignons)

Le nouveau déploiement nucléaire de l'OTAN en Europe n'est qu'un renforcement préventif de cette supériorité occidentale. Il veut forcer l'URSS à un contre-armement coûteux qui aggrave ses difficultés internes et extérieures. Mais l'armement nucléaire a sa propre dynamique : il aggrave d'autant le risque d'une destruction nucléaire. **Le combat du mouvement pour la paix, aux USA et en Europe, est donc décisif pour l'avenir de l'humanité !**



# L'AVS et des emplois, pas des chars !

est d'abord à prendre au pied de la lettre :

- les dépenses d'armement créent moins d'emplois que les dépenses publiques pour des services sociaux civils
- les dépenses d'armement se font aujourd'hui sur le dos des dépenses sociales.

Or nous voulons davantage de places de travail et, par ailleurs, une extension de l'AVS/AI. C'est pourquoi nous avons sauvé **l'initiative pour le droit de référendum sur les crédits militaires**, en récoltant, en deux mois, les 30'000 signatures nécessaires à son succès. Pour la même raison, notre parti a été l'un des porteurs de **l'initiative pour la retraite à 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes**, qui doit permettre d'améliorer les conditions de vie tout en défendant l'emploi. Si on pouvait refuser l'acquisition prévue de nouveaux chars d'assaut, cela suffirait déjà à financer les subventions fédérales pour cet abaissement de l'âge de la retraite.

## LA SUISSE EN TÊTE !

Au palmarès du militarisme, la "petite Suisse" bat les grandes puissances : elle compte le plus de chars d'assaut par habitant !

	Nombre de chars	soit un char pour
Suisse	780	8'100 hab.
Suède	650	12'700 hab.
Allemagne féd.	3'779	16'300 hab.
Etats-Unis	10'500	21'000 hab.
Autriche	270	28'000 hab.
France	1'060	50'000 hab.
Grande-Bretagne	900	62'000 hab.

(source : commission militaire du Conseil national, 1979)

Et les officiers veulent maintenant acquérir 400 nouveaux super-chars pour 3000 millions de francs !

Mais il en va aussi du rôle international du capitalisme suisse. Riche de l'exploitation du monde entier, la Suisse capitaliste n'est pas en reste dans la course aux armements et à la famine. Les dépenses militaires augmentent, l'aide au développement est réduite à peau de chagrin. Les Pilatus Porter de Bührle bombardent les paysans du Guatemala, les banques suisses drainent l'or sud-africain et les fortunes des dictateurs. **Cela n'aura de cesse sans lever le secret bancaire, interdire ces exportations d'armes, prioriser l'aide publique au développement, spécialement à ceux qui, comme au Nicaragua, luttent pour se libérer du sous-développement capitaliste.**



# 2 milliards par an pour le seul armement

**2074 millions de francs pour les seules dépenses d'armement : voilà le crédit record voté par le Parlement en 1983 !**

- 1392 millions pour le programme d'armement 1983
- 456 millions pour les constructions militaires et l'acquisition de terrains, dont 108 millions pour la place d'armes de Rothenthurm
- 257 autres millions pour du matériel de guerre qui ont été intégrés aux mesures "d'encouragement de l'emploi". Bührle-Contraves décroche ici la part du lion pour une seconde série d'appareils de téléguidage "Skyguard", dont la première avait déjà été financée par un précédent "programme de défense de l'emploi" ! Ce qui n'a pas empêché Bührle de licencier à Hispano-Genève...

Même si les autres exigences qu'avance encore la Société des officiers n'étaient que partiellement réalisées, les futurs crédits d'armement égaleront ou même dépasseront le record de cette année. Et il ne s'agit que des coûts de matériel et de construction. L'entretien et la formation, dont le coût s'accroît, ne sont pas compris dans le prix !

*Si ces 2 milliards étaient investis chaque année dans des services sociaux civils et non dans l'armement, ils pourraient par exemple être répartis comme suit :*

<i>Hausse des parts publiques à l'AVS pour abaisser l'âge de la retraite à 62/60 ans</i>	<i>450 millions</i>
<i>Hausse de la subvention fédérale aux caisses-maladie pour abaisser les primes de 10 o/o</i>	<i>650 millions</i>
<i>40 heures pour le personnel fédéral, soit 10'000 nouveaux postes de travail</i>	<i>550 millions</i>
<i>Amélioration urgente de l'assurance invalidité</i>	<i>150 millions</i>
<i>Hausse de l'aide au développement</i>	<i>200 millions</i>



# 7 milliards en tout pour l'armée

Confédération et cantons dépensent actuellement près de 4 milliards pour l'armée, sans compter la protection civile. Mais il faut y ajouter encore près de 3 milliards de charges qui n'apparaissent pas dans le budget militaire. Le plus gros morceau (environ 2,5 milliards) est formé par les pertes de production pour les quelques 12,5 millions de jours de service militaire par an, qui coûtent en postes de travail, compensation obligatoire ou volontaire pour perte de gain et autres charges. Puis viennent les prestations des PTT et des CFF ainsi que d'autres dépenses (source : Basler-Magazin, 8 déc. 1979).

Les coûts de la *protection civile* (plus de 500 millions par an) ne sont pas compris dans ce calcul. Pas plus que ceux des stocks obligatoires ou volontaires de l'économie pour "*réserves de guerre ou de crise des importations*". Ces derniers sont reportés sur le consommateur et représentent encore chaque année 500 millions de francs.

*Quand le lobby militaire justifie ses prétentions en disant que la Suisse dépense moins de 2 o/o du produit national pour la "défense nationale", c'est donc pur mensonge. Les dépenses réelles sont deux fois plus élevées et sensiblement plus que celles de l'Autriche, par exemple, dont le statut de neutralité est internationalement reconnu.*

La caisse de compensation obligatoire pour service militaire ne figure pas au budget militaire mais... à la sécurité sociale !

Les salariés des deux sexes y consacrent 0,3 o/o du salaire — soit 385 millions en 1981. Les patrons le même pourcentage, mais ils le défalquent, bien entendu, dans leurs "coûts salariaux". **La caisse de compensation doit être intégrée au budget militaire !**

En même temps, **la bourgeoisie refuse une assurance-maternité** financée selon le même système, soit 0,6 o/o du salaire. Ce serait "trop cher"... Voilà comment la "sécurité sociale" entretient des soldats mais ne couvre pas la mise au monde d'un enfant !



# L'armement détruit les places de travail

Hitler a démontré, après 1933, que l'armement peut à court terme créer des emplois et même produire un "miracle économique". On en connaît le sinistre prix ! La guerre du Vietnam, elle aussi, a stimulé la haute conjoncture — et avec elle la première grande flambée d'inflation.

Même sans guerre, l'armement a des conséquences négatives à la longue. Il produit l'inflation. Il absorbe d'énormes ressources en matériel, en cadres hautement qualifiés et en force de travail. Ses progrès technologiques restent soit secrets, soit difficiles à transférer dans la production civile, vu leur spécialisation.

Les vainqueurs de la seconde guerre mondiale ont largement interdit au Japon la production militaire. Ce n'est pas l'une des moindres raisons des fulgurants progrès de l'économie japonaise dans la technologie et la productivité de pointe, comme des taux de chômage et d'inflation inférieurs à ceux de pays analogues.

**Les dépenses publiques d'armement créent moins d'emplois que les mêmes dépenses pour des objectifs civils.**

Aux USA, Les Aspins, député au Congrès, a estimé pour 1972 qu'un milliard de dollars de dépenses publiques d'armement crée 35'000 emplois contre 75'000 dans la construction, 77'000 dans les services de santé et 100'000 dans l'éducation. Le syndicat américain IAM (équivalent de la FTMH suisse) évalue pour sa part que, même dans l'industrie des machines, des commandes publiques pour la production civile créent plus d'emplois que pour la production d'armement !

*Selon les données officielles, sur les 1392 millions du programme d'armement 1983, 1000 millions exactement vont à des commandes en Suisse même. Elles devraient offrir en moyenne 2'000 places de travail pendant 5 ans.*

*Si ces 1000 millions étaient investis pour engager du personnel CFF, PTT et fédéral en diminuant le temps de travail, cela créerait plus de 4000 emplois pendant 5 ans.*

*1000 millions ne sont que la moitié de toutes les dépenses d'armement de cette année. Celles-ci permettraient de financer les 42 heures pendant 4 ans ou les 40 heures pendant 2 ans pour tout le personnel fédéral.*

*30'000 fonctionnaires fédéraux ont manifesté à Berne pour une diminution urgente du temps de travail. Les parlementaires nationaux bourgeois leur ont opposé un "niet" intransigeant, sous prétexte que "l'argent manque". Ces mêmes parlementaires ont pourtant ouvert les cordons de la bourse pour acheter 800 camions Saurer supplémentaires, qui, de l'avis même de l'Etat-Major, sont parfaitement superflus !*



# Guerre de la jungle

## pour les profits

Chacun sait qu'en régime capitaliste la production d'armement rapporte de substantiels profits. Les marchands de canons constituent donc un puissant lobby, étroitement lié au haut commandement militaire. Même l'ancien général US devenu président, Eisenhower, a mis en garde contre ce "*complexe militaro-industriel*", qui dicte la politique selon ses intérêts. Cela vaut aussi pour la Suisse.

*"Les liens entre l'économie et l'armée sont multiples et étroits, avant tout dans le commandement, la formation des cadres et la fabrication d'armement".*

*Robert A. Jeker (ASMZ 1981 7/8)*

Ce Monsieur Jeker est lieutenant-colonel à l'Etat-Major Général, Directeur général du Crédit Suisse et s'est battu, à ce titre, aux premières lignes du front patronal contre l'indexation des salaires du personnel des banques...

Certes, les profits ne sont pas le seul motif qui pousse les capitalistes à s'armer. Mais ils jouent un grand rôle et expliquent pourquoi on trouve toujours assez d'argent pour l'armement alors qu'il n'y en a soit-disant jamais pour les dépenses sociales. **Durant la législature 1979/1983, la bourgeoisie a augmenté de 35 o/o les dépenses militaires par rapport à la période précédente. Depuis 1975 en revanche, 5 milliards ont été rognés sur l'AVS et l'assurance-maladie.**

Du coup, la guerre de la jungle fait rage entre les firmes privées pour s'arracher les contrats militaires, au prix de millions versés en pots-de-vin.

- il y a eu la "guerre froide" des années 50 pour la commande d'avions de combat. L'atelier fédéral d'aviation d'Emmen puis la firme d'aviation privée d'Altenrhein sont restés sur le tapis, la commande passant entièrement à l'étranger. Des lieutenants-colonels d'aviation avaient joué les représentants de firmes étrangères pour un demi-million par an.



- puis ce fut le “scandale des Mirages” où la commission d’enquête, dirigée par un homme propre, chrétien et démocrate du nom de Kurt Furgler, n’a jamais essayé d’établir s’il y avait eu corruption ou non.
- sitôt enterré celui des Mirages, éclata le scandale des chars. Là aussi, les ateliers fédéraux de construction de Thoune ont été repoussés au profit d’entreprises privées. Les ateliers de Thoune sont maintenant “redimensionnés” suite à une expertise d’un certain professeur Rühle qui – quel hasard ! – siège aussi au Conseil d’administration du trust Bührle.

*L’agence de publicité du colonel Farner* joue un rôle important dans cette guerre de la jungle. Elle est étroitement liée à l’association privée “Pour l’encouragement de la défense nationale”, dont le secrétaire est le major Dominique Brunner, également vice-directeur de l’agence Farner. Le brigadier Herbert Wanner, établi à la même agence, travaille aussi pour cette association. Les intérêts des mandataires de l’agence Farner se couvrent ainsi facilement de la légitimation patriotique de l’association. Jadis, celle-ci avait été une fervente partisane de l’armement nucléaire en Suisse. Dans la dernière période, MM. Brunner et Wanner se sont avant tout battus pour la construction propre d’un “nouveau char d’assaut” par le trust Bührle-Contraves. Ils semblent avoir atteint leur but : Bührle-Contraves aurait obtenu la licence pour construire le char “Léopard”.

Même un colonel-divisionnaire n’a pas pu supporter en silence ces marchandages ornés de patriotisme :

*“J’ai beaucoup plus d’estime pour un jeune Suisse qui, pour de sérieux motifs de conscience, a problème à porter les armes, que pour ceux qui se proclament partisans de la défense nationale uniquement à cause de leur porte-monnaie. Telle est aujourd’hui ma position de fond.”*

Div. Robert Häner, Basler-Zeitung 23.6.79.



# La maladie de la "victoire"

Au début des années 60, sous l'impulsion du lobby militaro-industriel zurichois, le Parlement a opté pour une "défense nationale" où les chars et l'aviation doivent être prêts à riposter sur le plateau suisse. Le colonel-divisionnaire Züblin annonçait ouvertement la couleur :

*"Notre objectif de guerre doit être la victoire. Vu le caractère de coalition qu'une guerre future, où notre pays pourrait être entraîné, aurait certainement, on ne comprend pas pourquoi nous ne pourrions pas arracher la victoire."*

*Colonel-divisionnaire Züblin 1956*

Ce que recouvre cette "coalition" n'est rien d'autre que **l'alliance à priori et donc contraire à la neutralité au sein de l'OTAN capitaliste**. Preuves en soient toutes les manœuvres que ces divisionnaires en mal de victoire concoctent, depuis 1945, toujours contre le même "ennemi". L'acquisition de matériel de guerre comme la formation se font en étroite collaboration avec l'OTAN et, dès 1985, les pilotes suisses (à l'étroit sur le plateau !) s'entraîneront officiellement sur un aéroport de l'OTAN en Sardaigne.

Le nouveau conseiller fédéral Friedrich est d'ailleurs un partisan ouvert de l'OTAN. Mais déjà le conseiller fédéral Aubert, tout socialiste qu'il soit, s'était expressément solidarisé, devant le Conseil de l'Europe, avec la fanatique politique d'armement de Reagan. Qui s'étonnera dès lors qu'à la session de juin 1983 un conseiller national bourgeois commette la "bévue" d'expliquer que la Suisse ne dépense pas assez pour son armée "*comparée aux AUTRES pays de l'OTAN*"... !

En attendant la "victoire" d'une guerre qui n'a pas lieu, le coût des chars et des avions, de leur entretien et de la formation augmente à l'infini. Champs de tirs et escadrilles enveniment les régions de tourisme et de repos. Les places d'arme dévorent la terre agricole ou des réserves naturelles. Le Conseil fédéral va même jusqu'à en faire une "question de survie", malgré l'opposition dont témoigne Rothenthurm.

La maladie de la victoire ne dévore pas seulement les budgets et la nature. Elle s'étend à tous et à toutes. L'Etat-Major veut embrigader les femmes à l'armée, renforce la discipline des recrues, s'exerce au contrôle militaire de la population et à la "garde armée".

**En un mot : l'armée commence à détruire en temps de paix ce qu'elle doit soit-disant défendre en temps de guerre !**



# Non au nationalisme et au militarisme

L'armée suisse n'est pas l'armée du peuple. Hiérarchiquement commandée par la bourgeoisie possédante, elle est l'instrument de son pouvoir.

*“Le banquier lieutenant-colonel, son fondé de pouvoir au moins capitaine, le propriétaire d'une chaîne d'hôtels major, l'homme fort du marché immobilier, le professeur d'université qui fait de la recherche pour l'industrie, le propriétaire d'un journal ou d'une importante agence de publicité, le président d'une association d'intérêts économiques, etc... tous lieutenants-colonels ou pour le moins majors. Leurs fils sont encore lieutenants. Voilà l'armée des propriétaires de la patrie qui s'appelle notre armée.”*

Max Frisch

Nous combattons cette armée comme nous combattons ces possédants :

- leur justice militaire d'exception condamne à de longs mois de prison les objecteurs de conscience.

**Abolition de la justice militaire ! Oui au service civil !**

- leurs officiers inculquent aux jeunes travailleurs l'obéissance aveugle de leurs supérieurs et endoctrinent les recrues sur de fausses images de “l'ennemi”, parmi lesquelles figure toujours l'ouvrier en grève.

**Refusons de laisser aux militaristes la haute main sur les soldats ! Oui aux droits démocratiques des soldats !**

- ils veulent embrigader les femmes à la discipline militaire mais refusent les droits élémentaires de l'égalité

en matière de salaires, de formation, d'assurances sociales.

**Non à l'embrigadement des femmes à l'armée ! Abolition de toutes les discriminations de sexe !**

- ils imposent un budget militaire de 4 milliards, rognent les dépenses sociales et refusent même comme “trop cher” un crédit d'un million pour un Institut de la paix.

**Nous refusons de voter les crédits militaires !**

*De 1860 à 1974, l'armée a été mobilisée 68 fois pour des “interventions intérieures”. Elle est effectivement intervenue 34 autres fois contre des grévistes et des manifestants antifascistes. 28 morts sont restés sur le carreau.*



Notre opposition à la "défense nationale", c'est aussi le refus de jouer la "patrie" des possédants contre "l'étranger". Les banques suisses sont la patrie de tous les capitaux en fuite et des bénéficiaires extorqués à la misère des travailleurs du Tiers-Monde. Mais la Suisse refuse l'asile aux victimes de dictatures latino-américaines, turque ou zaïroise. Les trusts suisses "rapatrient" leurs bénéficiaires réalisés dans le monde entier. Mais l'aide publique au développement est aussi chiche qu'avare. Les patrons suisses ont fait venir des centaines de milliers de travailleurs étrangers, dont la formation n'a rien coûté, qui payent ici leurs impôts et qu'on renvoie à la première crise. Mais le travailleur immigré reste sans droits, soumis à des statuts discriminatoires et policiers, dont le scandaleux statut du saisonnier.

Les mouvements xénophobes sont les premiers à applaudir aux crédits militaires et à la défense nationale. Seul "l'étranger" leur vole emploi et logement, jamais le budget militaire. Bons chiens de garde, ils crient plus fort que leurs maîtres. Et ceux-ci en profitent : 300'000 immigrés ont été renvoyés, mais ils continuent de licencier, de spéculer sur les logements et d'accorder des milliards à l'armée.

**Les intérêts des travailleurs et des travailleuses ne sont pas dans la "défense nationale" mais dans la défense commune, suisses et immigrés, de leurs conditions de vie et de travail.** Aux "intérêts nationaux" du patronat et des militaristes, nous opposons la solidarité des travailleurs : pour le droit d'asile et le soutien aux peuples du Tiers-Monde qui luttent contre la domination et l'exploitation; pour les droits sociaux, politiques et syndicaux des travailleurs immigrés.

**Dans l'immédiat, le plus important est d'arrêter la course destructrice aux armements.** Nous avons assuré l'initiative socialiste "pour le droit de référendum sur les crédits militaires". A force d'accepter la "défense nationale" et de voter, à quelques exceptions près, tous les crédits d'armement, le Parti Socialiste Suisse n'a évidemment pas trouvé les forces pour faire aboutir cette initiative, sabotée par ses propres notables. Maintenant qu'elle a abouti, il faut sans attendre développer un large front des organisations ouvrières, pacifistes, féminines, écologistes pour qu'elle soit soumise au vote et que l'on gagne le droit élémentaire de dire "non" aux fulgurants projets des militaristes.



Parti socialiste ouvrier (PSO), rue Chaucrau 3, 1003 Lausanne  
 Parti socialiste ouvrier (PSO), case postale 485, 1400 Yverdon  
 Parti socialiste ouvrier (PSO), case postale 13, 2500 Bienne  
 Parti socialiste ouvrier (PSO), case postale 28, 1700 Fribourg 6  
 Parti socialiste ouvrier (PSO), case postale 858, 1211 Genève 3  
 Parti socialiste ouvrier (PSO), case postale 1532, 2002 Neuchâtel



# Des emplois et le temps de vivre !

## DIMINUER LE TEMPS DE TRAVAIL

Economistes bourgeois ou de gauche s'accordent sur un point : dans les pays capitalistes, la tendance est à l'accroissement du chômage, même en cas de courte reprise conjoncturelle. Convertir la production d'armement peut certes amoindrir cette tendance : *chaque million dépensé en production civile au lieu d'armement conserve 5 à 10 places de travail*. Mais pour assurer à tous un emploi, il faut davantage : **une réduction significative du temps de travail**.

Il en va non seulement de nos emplois, mais aussi de notre santé : compenser le stress accru au travail et améliorer le temps de vivre. La prolongation des vacances et l'abaissement de l'âge de la retraite sont ici des objectifs importants pour lesquels nous luttons. Plus importante encore est la réduction du **temps de travail journalier**. Il faut reconquérir la **journée de huit heures** par la semaine de 40 heures et continuer vers la conquête de la **journée de sept heures** avec 35 heures par semaine, comme l'exigent les syndicats européens. Un nombre croissant de travailleurs sont épuisés le soir au point de ne plus participer à la vie sociale, syndicale ou politique. Week-ends et vacances sont juste là pour se reposer.

Raccourcir la journée de travail exige cependant que les **rythmes de travail ne soient pas accrus**. A quoi sert une retraite plus jeune si on ne l'atteint qu'à moitié invalide ? Diminuer l'horaire implique aussi **le maintien intégral du salaire**. L'augmentation de la productivité a déjà largement compensé "à l'avance" ce que cela coûtera aux patrons. De plus, le maintien du niveau de vie – individuel comme sur le plan économique général – est à la fois indispensable pour les salariés et un moyen d'atténuer une crise du marché intérieur.

## NE PAS SE RUINER LA SANTÉ !

Une enquête officielle confirme ce que le personnel roulant des CFF sait depuis longtemps : les conditions de travail restent "juste supportables"



tant qu'on n'a pas 40 ans. Au-delà, elles provoquent de nombreuses mises à la retraite anticipée. Ce n'est qu'un exemple de l'immense usure physique et psychique qui, lentement, ruine la santé d'innombrables travailleurs.

Les progrès de la médecine, l'amélioration de l'alimentation, du logement, de l'hygiène permettent de vivre plus longtemps que jadis. Mais on ne vieillit pas en bonne santé. Car le milieu est toujours plus nocif : pollution de l'air, bruit, poisons et tensions nerveuses de toutes sortes. Tout le monde en parle, mais bien peu se fait !

La protection de la santé sur les lieux de travail reste tout simplement dérisoire. C'est là pourtant que se concentrent bien des nuisances, y compris la position subalterne du travailleur ou de la travailleuse, le travail monotone et la peur de perdre l'emploi qui minent lentement la santé. C'est ainsi que les ouvrières et ouvriers meurent plus jeunes que des patrons, des cadres, des employés, des enseignants ou des femmes à la maison. Les mesures prises par la CNA contre les accidents et les maladies professionnels ne touchent qu'une partie des nuisances et, même dans ces cas, elles sont rarement imposées contre les impératifs patronaux du profit.

**Il ne reste aux travailleurs qu'à défendre eux-mêmes leur santé, avec l'appui des syndicats.** Ils ont pour cela besoin de l'aide de l'Etat. Nous revendiquons, dans chaque entreprise, un responsable ou une commission, élus par les travailleurs et chargés de protéger la santé. Un service national de médecine du travail, indépendant des patrons, doit d'autre part être créé, qui soit à disposition du personnel et compétent pour proposer et imposer des mesures.

## **PLEINE COMPENSATION** **ET RECYCLAGE POUR LES CHOMEURS !**

L'assurance-chômage qui entre en vigueur en 1984 est modelée sur les intérêts patronaux pour une main d'oeuvre docile et bon marché. La compensation du salaire est insuffisante, les allocations journalières sont deux fois rognées, après 85 et 170 jours, le chômeur doit timbrer et prouver qu'il cherche du travail : tout est fait pour le forcer d'accepter un travail moins bon et moins bien payé. Cela pèse à la longue sur le niveau des salaires et touche **tous** les travailleurs. Les patrons, eux, profitent du chômage partiel pour économiser sur leurs coûts salariaux !

Nous exigeons la **compensation intégrale du salaire jusqu'à ce qu'une place de travail équivalente soit trouvée.** Les Offices de l'emploi doivent être transformés d'instances de contrôle en services d'information et d'aide, y compris pour les possibilités de recyclage, qui deviennent toujours plus importantes.

L'initiative que nous avons déposée "*Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis*" obligerait la Confédération et les cantons à ouvrir suffisamment d'ateliers de formation pour tous ceux qui ne trouvent pas une place d'apprentissage ou de recyclage. Les Offices de l'emploi devraient accorder le recyclage selon les demandes et non comme aujourd'hui de manière arbitraire et uniquement lorsqu'il y a menace directe de perdre son emploi.



# Une sécurité

---

# sociale pour tous !

---

Outre l'assurance-chômage, d'autres secteurs de la sécurité sociale révèlent d'énormes manques parce que la bourgeoisie l'a façonnée selon ses intérêts. Arguant du nombre croissant de retraités et des coûts qu'ils entraînent pour l'assurance-vieillesse et maladie, elle refuse de plus toute amélioration.

Les dépenses de sécurité sociale semblent en effet énormes : la seule AVS s'élève à un sixième du produit intérieur. Mais on ne dit pas que les dépenses sont bien plus élevées que les prestations fournies par les assurances parce que les caisses de pension et les assurances privées dissipent des milliards par année.

**Nous luttons pour un système de sécurité sociale financé de manière solidaire et sociale, administré au moindre coût et soustrait à l'enrichissement privé.**

C'est ainsi qu'on pourra la développer sans coûts supplémentaires. Actuellement, **seule l'AVS/AI répond largement à cette triple exigence.** Elle perçoit des cotisations en pourcent du salaire, jusqu'au plus élevé. Mais le manager ne touche que la rente maximale, comme un salarié bien payé. Les gros revenus contribuent ainsi à payer les rentes des bas salaires, qui sont plus

élevées que le correspondant de leurs cotisations.

L'AVS et l'AI fonctionnent en outre selon le *système de répartition*. Les cotisations versées sont redistribuées en rentes. Les coûts administratifs sont ainsi très faibles (autour de 2 o/o pour l'AVS) et il est possible d'adapter les rentes au renchérissement puisque les salaires et les cotisations le suivent. Les caisses de pension et les assurances-vie stockent au contraire cotisations et primes en capital de couverture dont les intérêts payeront un jour les rentes. Cela engendre de forts coûts administratifs, de gros profits pour les assurances et de grosses pertes inflationnistes sur les capitaux de couverture.

*En 1980, les pertes des caisses de pension dues à l'inflation ont atteint 1,8 milliards de plus que les recettes des intérêts ! Même après l'introduction des caisses de pension obligatoires (2e pilier), les rentes versées à un salarié moyen par les caisses de pension n'atteindront guère plus, pour les mêmes cotisations, que le 60 o/o d'une rente AVS.*



**L'assurance-maladie est financée d'une manière grossièrement asociale.** Comme les caisses-maladie ne sont pas obligatoires, elles ne peuvent percevoir des primes plus fortes sur les riches, qui les quitteraient pour une assurance privée. Elles doivent donc percevoir leurs primes selon le risque de maladie, et sont d'autant plus fortes pour les femmes et les personnes âgées. Réserves d'assurances, participations et franchises pèsent en outre le plus fort sur ceux qui sont davantage sujets à la maladie.

Les subventions fédérales aux caisses-maladie et les fortes subventions

cantonales aux hôpitaux compensent en partie ce financement asocial. Mais c'est justement sur ces postes que la bourgeoisie a donné libre cours à sa rage d'économies budgétaires ! Les primes sont ainsi devenues insupportables et continuent de monter. Car dans l'actuel système de santé, ceux qui fixent les prix sont largement ceux dont le revenu ou le bénéfice augmente avec la montée des coûts : les médecins privés dont le revenu net moyen dépasse 200'000 francs par an, les constructeurs d'hôpitaux et d'appareils médicaux, l'industrie pharmaceutique.

## **TOUT CELA DOIT ETRE CHANGÉ.**

---

### **LES REVENDICATIONS QUI SUIVENT**

---

### **NE SONT QUE LES PLUS URGENTES :**

---

— **Extension de l'AVS.** Retraite à 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes *sans diminution des rentes*, comme l'exige notre initiative. La retraite à 60 ans pour les deux sexes doit suivre, comme le permet l'initiative. Cette solution permet aussi une retraite flexible sans baisse excessive des rentes. *Droit à des rentes indépendantes pour les femmes mariées.* Légère hausse des rentes supérieures, forte hausse des rentes inférieures, afin de compenser les prestations insuffisantes du 2e pilier (caisses de pension obligatoires). Introduction d'un *impôt fédéral sur les héritages et donations des hautes fortunes pour financer l'extension de l'AVS.*

— **Réorganisation du 2e pilier.** Compensation intégrale des charges entre les caisses de pension afin de permettre un large *passage au système de répartition, le moins coûteux.* Extension des prestations promises en 1972 à la génération d'entrée, qui a été sacrifiée depuis.

— **Des rentes meilleures et des emplois aux invalides.** Ils sont victimes de la crise sur le marché du travail comme des mesquines mesures d'austérité sur l'assurance-invalidité (AI). Une *obligation légale* doit imposer à toutes les entreprises et administrations du privé et du public un pourcent d'*emplois pour les invalides.* Les rentes AI doivent être en priorité améliorées pour les invalides de naissance ou de jeunesse. Le plus urgent est la fixation de 5 degrés de rente — exigée de toutes parts — au lieu de la division approximative en rentes complètes ou demi-rente, qui conduit aux injustices les plus absurdes.



— **Assurance-maladie.** Les subventions fédérales rognées doivent immédiatement être rétablies au coût des dépenses d'armement. Le rapiéçage prévu par la révision doit être remplacé par une **assurance générale obligatoire**, financée comme l'AVS en pourcents du salaire et non par des primes selon l'assuré. Elle doit inclure les frais dentaires et abolir les participations du patient.

Non aux économies sur le dos des patients et du personnel des hôpitaux ! Introduction d'un tarif médical (p. ex. forfaitaire) qui contraigne les "médecins chers".

A terme, notre objectif est un service public et gratuit de santé avec développement de la médecine préventive et du travail, orienté vers le *maintien en bonne santé et non le seul soin des maladies.*

— **L'exemple de l'assurance-maternité.** L'année prochaine, l'initiative "*pour une protection efficace de la maternité*" sera soumise au vote. Elle exige d'une part des améliorations élémentaires, qui auraient dû venir depuis longtemps, comme le congé-maternité de 16 semaines et la protection contre le licenciement durant toute la grossesse et le congé-maternité. Le Conseil fédéral est prêt à l'accorder dans la révision à venir de l'assurance-maladie. Mais l'initiative exige en outre un congé parental avec protection contre le licenciement, financé solidairement selon le système de l'AVS. En outre, cette assurance doit être indépendante, la maternité n'étant pas une "maladie".

Le Conseil fédéral comme tous les défenseurs patentés de la famille ne veulent pas en entendre parler. Mais autour de cette initiative — grâce entre autre à nos efforts — une large unité du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes a été possible. C'est un exemple pour d'autres luttes à venir.

**POUR DÉFENDRE CES REVENDI-  
CATIONS, ASSURER L'EMPLOI, LA  
SANTÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE  
VOTE LES CANDIDATS DU PSO  
(Parti Socialiste Ouvrier) AU CONSEIL  
NATIONAL !**